



RAPPORT D'ACTIVITE

de la Commission Chèques

2023

Sommaire

Sommaire	2
Présentation de la Commission	3
1. Historique	3
2. La Commission d'agrément au sein du CESE Wallonie	3
Le dispositif Chèques-formation : objet et état des lieux	4
Le dispositif Chèques-crédation : objet et état des lieux	4
Références légales	6
Missions	7
Composition.....	8
Activités 2023.....	10
1. Avis	10
2. Auditions	10
3. Courriers	10
4. Autres travaux.....	11
Liens utiles	11

Présentation de la Commission

1. Historique

Le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution tel que modifié par le décret du 16 février 2017 (MB : 5.04.17) a confié au CESE Wallonie le secrétariat de quatre Commissions dans le domaine de la formation professionnelle.

Il s'agit des Commissions suivantes :

- CISP.
- Chèques.
- DIGISTART (anciennement PMTIC).
- Formation agricole¹.

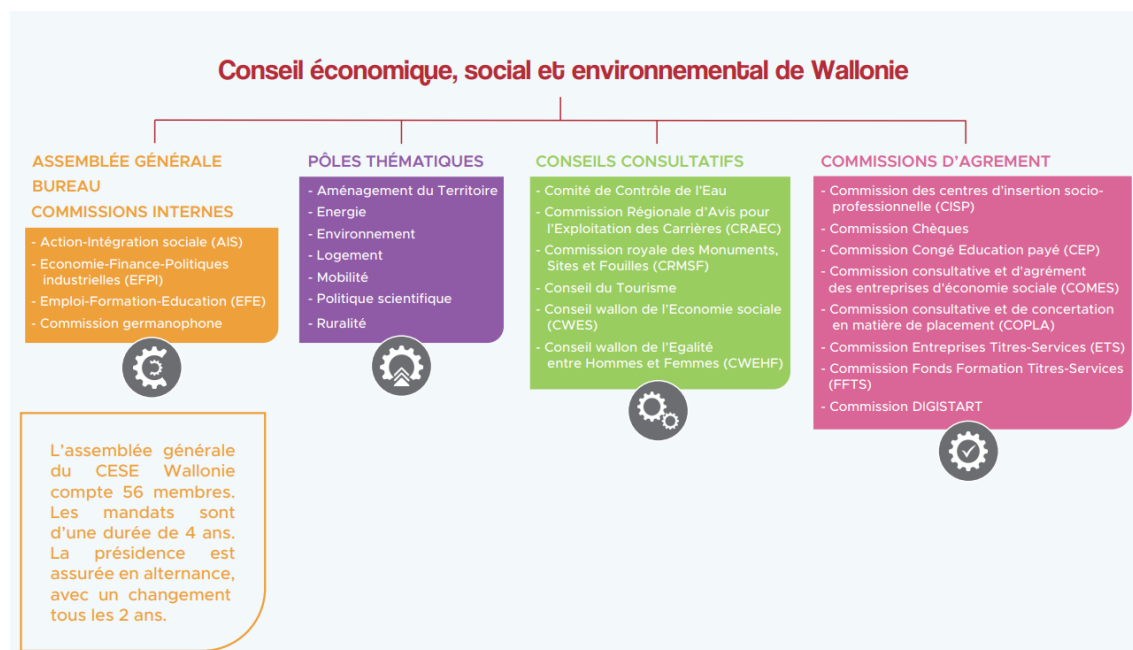
Un des objectifs de cette réforme était de simplifier et d'alléger les procédures d'agrément, ces quatre Commissions étant seulement consultées lorsque l'Administration n'a pas pu formuler de propositions d'agrément au Ministre sur base de la simple application des critères fixés par ou en vertu des décrets.

L'installation officielle au CESE Wallonie de ces quatre instances a eu lieu le 10 novembre 2010.

2. La Commission d'agrément au sein du CESE Wallonie

La Commission Chèques fait partie des 8 Commissions d'agrément hébergées au CESE Wallonie.

Voici la structure du CESE Wallonie :



¹ La Commission de la formation agricole ne fonctionne plus depuis le 1^{er} janvier 2017. L'article D.111 du Code wallon de l'Agriculture qui consacrait l'existence de cette Commission a été abrogé par l'article 254 du décret-programme du 17 juillet 2018 portant des mesures diverses en matière d'emploi, de formation, d'économie, d'industrie, de recherche, d'innovation, de numérique, d'environnement, de transition écologique, d'aménagement du territoire, de travaux publics, de mobilité et de transports, d'énergie, de climat, de politique aéroportuaire, de tourisme, d'agriculture, de nature, de forêt, des pouvoirs locaux et de logement.

Outre ses Commissions internes, le Conseil assure également le secrétariat de 7 pôles thématiques, de 6 Conseils consultatifs et de 8 Commissions d'agrément d'organismes actifs dans le domaine de l'économie, de l'emploi et de la formation.

Il est à noter qu'à la suite de l'adoption, en octobre 2018, d'un décret modifiant la dénomination et la composition du Conseil², le CESW est devenu le CESE Wallonie (Conseil économique, social et environnemental de Wallonie). Depuis janvier 2019, le Conseil accueille en effet des représentants des associations environnementales venues se joindre aux organisations patronales et syndicales pour assurer l'exercice de la fonction consultative wallonne. Pour plus d'informations : <http://www.cesewallonie.be>

Le dispositif Chèques-formation : objet et état des lieux

Le chèque-formation, instauré par le Décret du Gouvernement wallon du 10 avril 2003, consiste en une aide financière visant à favoriser la formation des travailleurs au sein des PME (PME de moins de 250 travailleurs) ainsi que des indépendants à titre principal ou complémentaire.

Le chèque-formation est destiné à prendre en charge une partie des coûts de la formation qui présente un lien direct avec le métier exercé par le travailleur ou l'indépendant ou, le cas échéant, qui contribue soit au développement de l'activité professionnelle de l'indépendant, soit au développement des compétences techniques et professionnelles du travailleur au sein de son entreprise. Les formations sont également soumises à des critères d'agrément.

Le chèque-formation est d'une valeur de 30 euros et correspond à une heure de formation par travailleur. La Région wallonne prend en charge une partie des coûts des formations des travailleurs occupés par des entreprises de moins de 250 travailleurs ou des indépendants (à titre principal ou complémentaire) pour les formations suivies auprès d'un opérateur de formation agréé par le Service Public de Wallonie (SPW).

La gestion de ce dispositif est à la charge de la Direction de la formation professionnelle (DFP) du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle du SPW Economie, Emploi, Recherche ainsi que du Forem. La DFP est chargée essentiellement d'instruire les dossiers de demandes d'agrément/ renouvellement d'agrément des opérateurs de formation ainsi que d'assurer le processus de désignation des certificateurs et la bonne exécution de leur mission. Le Forem est quant à lui notamment chargé d'assister les entreprises afin d'identifier leurs besoins de formation et de les accompagner dans la mise en œuvre des plans de formation, d'assister les travailleurs dans la gestion de leurs compétences et de promouvoir, mettre en œuvre et coordonner le dispositif.

Au cours de l'année 2023, la DFP a enregistré au total 298 demandes, dont 35 demandes de renouvellement d'agrément, 132 demandes d'agrément de modules complémentaires, 78 demandes d'agrément et 53 demandes de modification des agréments en cours³.

Pour l'année 2023 (période de janvier à décembre 2023 inclus), le dispositif chèques-formation se définit par 8.157 modules de formation agréés pour 221 opérateurs de formation agréés et actifs sur 286 opérateurs disponibles. Parmi les 8157 modules agréés, 2.143 modules différents ont été consommés et 491.052 chèques ont été remboursés. Les domaines de formation les plus consommés sont, quant à eux, pour l'année 2023, les domaines du Transport-Manutention (119.700 chèques),

² Décret du 18 octobre 2018 modifiant, d'une part, le décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui regarde le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de Wallonie et, d'autre part, le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative (M.B. 08.11.18).

³ Données émanant de la Direction de la Formation professionnelle au sein du Département de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du SPW Economie, Emploi, Recherche.

Services aux personnes (92.042 chèques), Gestion d'entreprise, services aux entreprises (77.255 chèques), Construction (49.204 chèques) et Formation générale (44.866 chèques).

Les secteurs NACE les plus « utilisateurs » sont : Construction (92.862 chèques), Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles (70.867 chèques), Santé humaine et action sociale (69.296 chèques), Industrie manufacturière (66.465 chèques), Activités spécialisées, scientifiques et techniques (64.492 chèques) et Transports et entreposage (49.711 chèques)⁴.

Le dispositif Chèques-crédation : objet et état des lieux

Depuis le 1^{er} juillet 2017, le dispositif chèques-crédation a subi une réforme pour faire partie intégrante du portefeuille d'aides en région wallonne destiné aux porteurs de projets et aux entreprises en vue de promouvoir l'entrepreneuriat ou la croissance. Ce portefeuille rassemble l'ensemble des aides dites « de premier niveau »⁵ et permet de rémunérer un prestataire de services (labellisé ou agréé) en tout ou en partie au travers d'un soutien financier public octroyé par la Région pour ses prestations relatives à la formation, au conseil et au coaching.

Le portefeuille intégré d'aides est « un outil informatique créé au nom des porteurs de projets ou de l'entreprise lors de la première année de demande d'aide afin de permettre le traitement électronique de ces demandes ainsi que le paiement électronique dématérialisé, au travers de chèques électroniques, des services effectués par les prestataires de services en vue de promouvoir l'entrepreneuriat ou la croissance ». Une plateforme électronique est dès lors mise à disposition des prestataires, des entreprises et des porteurs de projets.

Le portefeuille intégré d'aides propose par ailleurs une banque de données de sources authentiques qui offre une aide au pilotage et à la gestion du nouveau dispositif. Elle permet notamment d'établir des statistiques et de faciliter la gestion administration des dossiers.

Ce nouveau dispositif, conçu comme souple et réactif en fonction du contexte économique et de l'évolution des besoins détectés sur le terrain, offre dès lors une simplification administrative dans le traitement et la gestion du dossier, la traçabilité du suivi du dossier, l'échange d'informations entre l'administration et les prestataires, le calcul des aides octroyées aux entreprises (exemple : calcul du positionnement d'une entreprise par rapport au plafond des aides de minimis), la réalisation de statistiques, etc.

Intégré dans ce nouveau mécanisme, le chèque-formation à la création d'entreprise consiste en une aide financière pour soutenir la création d'emploi. Ce dispositif s'adresse à toute personne qui souhaite s'installer comme indépendant ou créer, reprendre une entreprise. La personne peut alors bénéficier d'un accompagnement (coaching) personnalisé dans l'élaboration de son projet d'entreprise et suivre des formations adaptées à son projet et ce, pendant la phase précédant le lancement de son activité. Les prestations de formation et de coaching peuvent être suivies individuellement ou en groupe.

Les prestations reconnues dans le cadre du dispositif doivent être dispensées par des prestataires de services agréés par la Région wallonne (DFP) et « s'inscrire dans un processus d'acquisition de connaissances nécessaires au développement du porteur de projet, en rapport avec la création d'entreprise ».

La DFP est chargée, dans le cadre du dispositif, de l'analyse des demandes d'agrément des prestataires de services sur base d'un référentiel qualité. Ce référentiel comprend « des éléments d'information et de compétence ainsi que des engagements concrets en matière de qualité de services et de qualité de

⁴ Données statistiques émanant du Forem.

⁵ Ce nouveau mécanisme d'aides intègre et, dans certains cas, remplace d'anciens dispositifs tels que par exemple les chèques-crédation, les bourses de préactivité, les chèques technologiques, etc.

formation ou de coaching ». Quant au prestataire de services, il est notamment chargé d'accompagner le bénéficiaire dans toutes ses démarches.

La gestion des flux financiers est assurée par la société émettrice de chèques (Pluxee). Cette société perçoit les quotes-parts des porteurs de projets et paye les prestataires de services.

Pour l'année 2023, le dispositif chèques-crédation se définit par :

- 20 prestataires de services.
- 2134 dossiers.
- Budget liquidé : 2.163.239,92 euros⁶.

Références légales

- Décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises (MB 29.04.03).
- Arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2004 portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises (MB 16.06.04).
- Arrêté ministériel du 29 juin 2017 portant exécution partielle, en matière de formation professionnelle, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré (MB 24.01.18).

⁶ Données émanant de la Direction de la Formation professionnelle au sein du Département de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du SPW Economie, Emploi, Recherche.

Missions

La Commission est chargée :

- Dans le cadre du dispositif chèques-formation, de remettre un avis motivé lorsque son avis est sollicité par l'Administration ;
- Dans le cadre du dispositif chèques-formation, de remettre un avis lorsque l'Administration émet une proposition de refus d'agrément, de suspension et de retrait d'agrément de l'opérateur de formation ou de la formation ;
- De se réunir à la demande d'un de ses membres qui aurait pris connaissance de faits qui relèvent des infractions ou des manquements aux dispositions du décret, d'analyser la situation et d'informer le Gouvernement et l'Administration des faits de la cause ;
- Dans le cadre de la formation à distance, de proposer au Gouvernement pour chaque domaine de formation faisant l'objet d'une demande d'agrément, un nombre forfaitaire d'heures susceptible d'être financé par le chèque formation ;
- De remettre un avis, en matière de chèques-crédit, sur l'octroi, le renouvellement, la suspension et le retrait d'agrément de chaque opérateur de formation. Cela étant, l'arrêté ministériel du 29 juin 2017 prévoit que :
 - L'avis de la Commission Chèques peut être sollicité par l'Administration :
 - Dans le cadre de l'instruction de la demande d'agrément ;
 - Dans le cadre d'un recours introduit par un prestataire à l'encontre d'une décision de refus d'agrément ;
 - Dans le cadre de la procédure de l'exclusion d'un prestataire de portefeuille électronique ;
 - Dans le cadre de la procédure de retrait d'agrément.
 - La Commission assure un suivi de l'arrêté ministériel du 29 juin 2017 en :
 - Formulant des recommandations destinées à permettre d'améliorer la qualité des prestataires de services ;
 - Remettant un avis sur l'évolution du chèque-formation à la création d'entreprise du pilier « Formation » ainsi que du pilier « Coaching » visés à l'article 4 du décret du 21 décembre 2016.

Composition

La Commission se compose de membres effectifs et suppléants, ayant voix délibérative, répartis comme suit :

- Deux représentants effectifs et deux représentants suppléants des organisations représentatives des travailleurs ;
- Deux représentants effectifs et deux représentants suppléants représentant les organisations représentatives des employeurs ;
- Un représentant effectif et un représentant suppléant du Forem ;
- Un représentant effectif et un représentant suppléant de l'Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique ;
- Un représentant effectif et un représentant suppléant de l'Administration ;
- Un expert réputé pour sa connaissance de la formation professionnelle, en particulier dans les entreprises.

En vertu du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, les mandats ont une durée de cinq ans, renouvelables. Le dernier renouvellement intégral des membres a été réalisé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 novembre 2020 (MB : 03.12.2020)⁷.

Conformément à l'article 4, 2^o, du décret-cadre du 6 novembre 2008, le Gouvernement désigne, parmi les membres, le président et le ou les vice-présidents de la Commission.

Il est à noter que le décret du 16 février 2017 modifiant le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution et modifiant diverses dispositions relatives à la fonction consultative a prévu que les représentants du Gouvernement ne puissent plus siéger, même avec voix consultative. Ils pourront toutefois être invités aux réunions lorsqu'une question relevant de leur compétence est soumise à l'avis de la Commission. Cette disposition est devenue effective le 15 octobre 2018 via sa transposition dans le décret du 10 avril 2003 par le décret programme du 17 juillet 2018 portant des mesures diverses pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution.

⁷ Le présent arrêté a produit ses effets le 9 novembre 2020.

Situation au 31.12.2023⁸

Président : Jérôme THIRY.

Vice-président : Arnaud LE GRELLE.

Secrétaire : Florence LEDIEU.

Secrétaire adjointe : Claude GONTIER.

Secrétaire administrative : Laurie PRESTI.

<i>Avec voix délibérative</i>		
Composante	Membre effectif.ve	Membre suppléant.e
Organisations représentatives des employeurs	Arnaud LE GRELLE (UWE) David PISCICELLI (EWCM)	Laetitia DUFRANE (UWE) Clarisse RAMAKERS (EWCM)
Organisations représentatives des travailleurs	Jérôme THIRY (FGTB) <i>Mélanie EVRARD (CSC)⁹</i>	Laure HOMERIN (FGTB) Bénédicte VELLANDE (CSC)
FOREm	Séverine DE PARMENTIER	Claude FREDERICKX
IWEPS	Mathieu MOSTY	Sile O'DORCHAI
SPW Economie, Emploi, Recherche (DFP)	<i>Edouard FRANCO¹⁰</i>	Constance CORMANN
Expert	Sébastien LEMAÎTRE	/

⁸ AGW du 26 novembre 2020 portant désignation des membres de la Commission chèques instituée par le décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises (MB : 03.12.2020), entré en vigueur le 09.11.20.

⁹ Ce poste était occupé par M. Thierry JACQUES jusqu'au 17.10.2022. Mme Mélanie EVRARD remplace M. Thierry JACQUES depuis le 18.10.2022. Il est à noter que Mme Mélanie EVRARD est dans l'attente de sa désignation officielle en tant que membre de la Commission par un arrêté du Gouvernement wallon.

¹⁰ Ce poste était occupé par Mme Amal MAHIOUS jusqu'en juin 2023. M. Edouard FRANCO remplace Mme Amal MAHIOUS depuis juin 2023. Il est à noter que M. Edouard FRANCO est dans l'attente de sa désignation officielle en tant que membre de la Commission par un arrêté du Gouvernement wallon.

Activités 2023

Durant l'année 2023, la Commission s'est réunie à 11 reprises.

Après analyse des dossiers, elle a posé les actes suivants :

1. Avis

Au cours de l'année 2023, la Commission a rendu 39 avis dans le cadre du dispositif chèques-formation.

L'avis de la Commission n'a pas été sollicité sur des dossiers introduits par des opérateurs dans le cadre du dispositif chèques-crédation.

Parmi les 39 avis rendus dans le cadre du dispositif chèques-formation :

- 33 avis concernent 98 formations proposées à l'agrément ou au renouvellement d'agrément par des opérateurs de formation.

Parmi ces 98 formations, 25 ont reçu un avis favorable unanime, 70 un avis défavorable et 3 un avis reporté¹¹. Parmi les 70 avis défavorables, 92,60% d'entre eux ont été adoptés à l'unanimité des membres.

- 3 avis concernent une proposition de retrait d'agrément comme opérateur de formation pour le dispositif chèques-formation.
- 1 avis concerne un recours introduit par un opérateur de formation pour le dispositif Chèques-formation à l'encontre de la décision de retrait de son agrément.
- 1 avis concerne une proposition de suspension d'agrément comme opérateur de formation pour le dispositif Chèques-formation.
- 1 avis a consisté à solliciter la Ministre sur une question de statut d'un opérateur au regard d'une législation spécifique.

2. Auditions

Au cours de l'année 2023, la Commission a procédé à l'audition d'un opérateur chèques-formation dans le cadre de son dossier de recours introduit.

La Commission n'a procédé à aucune audition d'opérateurs chèques-crédation dans le cadre de l'examen de dossiers d'agrément.

En outre, dans le cadre de ses réflexions sur le dispositif chèques-formation, la Commission a entendu Mme HONOREZ, Experte en charge de la cellule qualité au sein de l'IFAPME sur la norme ISO 21001 : 2018.

¹¹ Parmi les 3 formations qui ont fait l'objet d'un avis reporté sur leur agrément, deux formations ont été traitées en 2024 et une formation a été retirée de l'agrément par l'opérateur de formation concerné.

3. Courriers

Au cours de l'année 2023, la Commission a adressé divers courriers à des opérateurs Chèques-formation dans le cadre de l'examen de leur dossier.

Elle a, en outre, envoyé à la Ministre compétente son rapport d'activités 2022, adopté le 8 septembre 2023, ainsi que ses avis sur les dossiers pour lesquels elle a été consultée.

4. Autres travaux

En 2023, les travaux de la Commission Chèques ont essentiellement porté sur :

- L'examen des dossiers des opérateurs chèques-formation qui lui ont été soumis par l'Administration (Direction de la Formation Professionnelle au sein du Département de l'Emploi et de la Formation Professionnelle - SPW Economie, Emploi, Recherche).
- Une information sur le suivi de certains dossiers chèques-formation par l'Administration.
- Une réflexion sur la certification ISO 21001 : 2018. La Commission Chèques s'est montrée favorable à l'intégration de cette norme parmi les certifications permettant aux opérateurs chèques-formation d'être dispensés de la procédure d'audit. Ces réflexions ont été formulées à l'attention du CESE Wallonie qui dispose de missions générales d'avis, de suivi et d'évaluation sur le dispositif mais également d'une mission plus particulière d'avis sur les certifications (permettant aux opérateurs de formation d'être dispensés de la procédure d'audit du chèque-formation).
- L'examen des modules de formation à distance (proposition pour chaque domaine de formation faisant l'objet d'une demande d'agrément d'un nombre forfaitaire d'heures susceptibles d'être financées par le chèque-formation).
- La rédaction de son rapport d'activités pour l'année 2022.

Liens utiles

- Direction de la Formation professionnelle (DFP- DEFP- SPW Economie, Emploi, Recherche) :
<https://emploi.wallonie.be/home/formation/cheques-formation.html>
<https://emploi.wallonie.be/home/formation/cheques-creation.html>
- FOREM : <https://www.leforem.be/entreprises/aides-financieres-cheque-formation.html>
- Conseil économique, sociale et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) :
<http://www.cesewallonie.be>

Le rapport d'activités est réalisé conformément à l'article 3, §1^{er}, 18°, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Il a été approuvé par la Commission Chèques le 21 octobre 2024.